

Quelles en sont les causes? Ce sont, le manque de préparation médiate, le manque de coordination des organismes compétents de l'Etat, le partage de l'autorité et de la responsabilité, l'absence d'entente avec les administrations provinciales et municipales, les embarras causés par le Gouvernement aux entrepreneurs privés, la monopolisation des matériaux de construction, la rigidité des régies entravant la production des accessoires nécessaires. A cela s'ajoute la pratique habituelle d'adopter des lois contre la production, entrave à la restauration.

Je ne puis trouver dans mon vocabulaire des mots assez forts pour condamner l'absence de mesures cohérentes et efficaces à cet égard. Une crise nationale sévit. Durant la guerre nous nous sommes attaqués de front et avec courage à la crise nationale. Nous n'aurons certainement pas moins de détermination en temps de paix.

J'aborde maintenant la question de l'agriculture et des vivres. D'après le discours du trône le problème le plus urgent qui réclame notre attention immédiate est celui des vivres. C'est un fait que nous connaissons depuis des mois, c'est-à-dire que tous connaissent, sauf le Gouvernement. Nous en avons entendu parler pour la première fois dans le discours du trône. Puis, au lieu de mettre en pratique le conseil qu'il donnait à l'honorable député de Battle-River (M. Fair), soit d'aller à l'église le jour de la Saint-Patrice, le premier ministre nous annonce ce jour-là un programme agricole.

Ce n'est que depuis quelques semaines seulement que le Gouvernement a tenu avec les gouvernements provinciaux une conférence portant sur les objectifs agricoles de la prochaine saison. A cette conférence, on n'a guère modifié le programme de l'an dernier, alors que, depuis un an, la situation mondiale des vivres a subi de grands changements en mal.

Tous reconnaissent qu'un pays de 12 millions d'habitants ne saurait prévenir la famine dans le monde entier; personne ne nous demande de le faire, mais on s'attend que nous fassions notre part. La famine sera prévenue seulement si ceux qui ont des vivres en économisent et si les producteurs accroissent leur production. Le Canada devrait aider des deux façons. A notre avis, le Gouvernement n'a tenté aucun effort sérieux en vue de réviser ses plans de l'an dernier de façon à répondre aux besoins plus pressants de cette année. Depuis la dernière session, aucun plan organisé n'a été élaboré, à notre connaissance, en vue d'économiser plus de vivres; nous n'avons entendu parler de rien à ce sujet avant le discours du trône et avant la déclaration formulée hier par le premier ministre.

[M. Brackeu.]

L'attitude obstinée du Gouvernement au sujet du prix des vivres tranche sur celle des autres pays qui sont d'importants producteurs de vivres. Pas plus tard qu'il y a trois semaines, le gouvernement des Etats-Unis augmentait considérablement ses objectifs au chapitre des vivres pour l'année 1946. On a augmenté, dans chaque cas, d'au moins un million d'acres les emblavures de blé, de maïs et de fèves soja. Les autres cultures ont aussi été agrandies. L'Australie demande à ses cultivateurs de revenir aux emblavures d'avant la guerre, par l'ensemencement de quatre millions d'acres de plus cette année. Exception faite de la déclaration tardive que le premier ministre faisait dimanche, rien depuis la dernière session ne suppose quelque programme de conservation des aliments. Rien ne laisse supposer qu'on projette d'augmenter la production des vivres.

Dans sa longue déclaration sur la crise des vivres, le premier ministre a consacré plus de la moitié de son temps à chanter les mérites des cultivateurs canadiens pour l'énergie qu'ils ont déployée dans le domaine de la production depuis quatre ans. J'unis ma louange à la sienne sur ce point, car ils ont bien fait les choses. Le passé nous intéresse, sans doute; mais ce que nous voulons, pour le présent et pour l'avenir, c'est plus d'aliments. Le Gouvernement avoue que la crise des vivres durera encore de deux à quatre ans, mais rien, dans cette longue déclaration, ne nous renseigne sur les efforts que déploie le Gouvernement pour augmenter la production de vivres. Il centralise son énergie sur les quantités d'aliments et sur les exportations d'avoine que peut permettre immédiatement la récolte actuelle.

Le Gouvernement se rend certainement compte que les circonstances sont autrement plus graves que ne le laisse supposer pareil programme. Les besoins sont pressants cette année, et ils le deviendront encore davantage l'an prochain.

Dans ses commentaires sur la conférence fédérale-provinciale, le premier ministre a exprimé l'avis qu'aucune autre déclaration ne s'impose concernant les objectifs de 1946 pour les emblavures. On demande aux cultivateurs de produire la plus grande quantité possible de vivres d'ici trois ou quatre ans. Il n'y a qu'un point de consolation, car si le Gouvernement ignore comment augmenter la production de vivres, le cultivateur, lui, le sait, et c'est en produisant plus de blé. Nous pouvons donc prévoir des emblavures plus considérables cette année, non pas à cause, mais en dépit, des recommandations du Gouvernement, tout comme les cultivateurs produiront cette année moins de porcs et de laitages en dépit des exhortations, des recommandations et des espoirs du Gouvernement